

Défendre et étendre la troisième culture

Philippe Corcuff (*maître de Conférences de Science Politique, Institut d'Études Politiques de Lyon.*

Intervention à la Convention Nationale des Sciences Économiques et Sociales, 29 avril 1998, Lyon)

Je voudrais apporter une petite contribution à vos réflexions, sous le double registre qui est celui de cette journée, à la fois militant et d'analyse.

Insertions biographiques

Tout d'abord, je dois dire que mon soutien à votre combat est lesté par une série d'insertions biographiques. Je suis un produit de la série B. La dimension pluridisciplinaire et d'ouverture de son enseignement m'a justement bien préparé au métier de chercheur en sciences sociales. C'est aussi parce que formé au lycée dans le cadre de "la troisième culture", que je peux aujourd'hui naviguer aux frontières de la sociologie, de la science politique et de la philosophie. Par ailleurs, je remarque que mes étudiants de 1^o année de Science Po Lyon qui i sont passés par la filière E.S. sont particulièrement adaptés au caractère, lui-aussi pluridisciplinaire, de notre formation. Enfin, je suis heureux de me retrouver aujourd'hui dans cette salle de la Bourse de Travail de Lyon, haut lieu pendant le Mouvement des Chômeurs de janvier dernier, où là-aussi j'ai pu tester en pratique la fécondité du lien entre l'action socio-politique et le travail intellectuel.

La troisième culture comme outil citoyen

Comment penser une citoyenneté active, liée au projet démocratique, qui est toujours d'une certaine manière devant nous, inlassablement à (re-)conquérir, sans des outils minimaux de connaissance de la vie sociale? Or, qu'est-ce que la troisième culture, si ce n'est justement , selon les mots de Christian Baudelot, l'accession à "une connaissance raisonnée et expérimentale de la vie sociale"? L'esprit critique, la rigueur du raisonnement, l'ouverture intellectuelle et la capacité de dialogue, associés à notre idéal de citoyenneté, ne sont-ils pas constitutifs des apprentissages propres aux sciences sociales? Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas seulement la défense corporative d'un type de cursus, mais aussi une certaine conception de la démocratie, moins aseptisée et consensualiste que certains lieux communs du débat médiatique ne le laissent entendre.

Mais en promouvant la critique sociale, les sciences sociales introduisent un élément dynamique dans la vie civique. Car elles sont souvent amenées à dé-naturaliser et à dé-fataliser ce qu'on pourrait avoir tendance à appréhender comme des "lois" naturelles et nécessaires : marchés, inégalités, chômage, domination masculine,

politique économique, etc. Elles apparaissent alors souvent comme des instruments de délégitimation des diverses formes de conservatisme. Intégrées de manière plus assurée à la culture publique, elles pourraient devenir, plus nettement, des ressources de transformation sociale. Au Club Merleau-Ponty, on a ainsi essayé de diffuser des acquis des sciences sociales au sein de la culture publique, dans notre livre *La pensée confisquée - 15 idées reçues qui bloquent le débat public* (La Découverte, 1997). Mais ce travail de promotion de la troisième culture, qui est donc aussi une culture de transformation sociale, passe d'abord par l'école. Si on veut que les sciences sociales jouent un rôle dynamique dans le cours de nos sociétés, la réceptivité à leurs techniques et à leurs résultats doit être préparée dès la formation scolaire.

De la défense à l'extension de la 3^e culture

On est là aujourd'hui pour défendre ce qui est menacé : l'enseignement de sciences économiques et sociales dans le secondaire. Avec la progression de l'idéologie néolibérale que l'on connaît, la distance critique à l'égard du monde social peut apparaître comme non-rentable, comme un coût à comprimer, un peu comme les charges sociales de l'enseignement qu'il faudrait toujours plus alléger. Sauvageons donc d'abord les acquis.

Mais il faut aller plus loin et être offensif. Il ne faut pas uniquement préserver la filière E.S. menacée, mais étendre plus largement la troisième culture dans l'enseignement secondaire. Si nous avons raison de penser que les sciences sociales sont parties prenantes d'une conception critique et active de la démocratie, alors elles doivent être mises à disposition de l'ensemble des citoyens. N'envisageons pas de manière frileuse et strictement corporative la question, mais ayons en tête la part universalisable de ce qu'il y a en jeu ici.

Quelques pistes (auto-)critiques en guise de conclusion

S'il veut nourrir le développement d'un nouveau rationalisme critique et modeste, aiguillon du projet démocratique, le discours militant de défense et d'extension des S.E.S. doit savoir lui-même être réflexif et auto-critique, et donc penser ses propres limites. Des écueils sont alors à éviter, des améliorations à apporter. Cela participe du travail critique et conflictuel sur soi, contre ses routines, ses évidences, ses langues-de-bois; travail qui est au coeur de ce qu'il y a de plus intéressant dans les sciences sociales contemporaines.

Un premier écueil est constitué par **le scientisme**. Une position de surplomb et d'arrogance du *social scientist* vis-à-vis des acteurs sociaux ne correspondrait guère à l'humilité propre aux savoirs en mouvement, qui est le lot de la recherche au quotidien. Les sciences sociales n'ont nul verdict définitif à délivrer. Comme le notait, Maurice Merleau-Ponty, dans un beau texte sur "Le philosophe et la Sociologie" (dans *Éloge de la philosophie et autres essais*, Gallimard, coll. "Idées", 1965), "Les mêmes dépendances historiques qui interdisent au philosophe de s'arroger un accès immédiat à l'universel ou à l'éternel interdisent au sociologue de se substituer à lui dans cette fonction". Mais les sciences sociales limitées, comme tout savoir, par leurs coordonnées socio-historiques, sont également limitées du point de vue de l'éthique : elles sont nourries de valeurs qui, en dernière instance, ne relèvent pas de

jugements strictement scientifiques. Ainsi, quand on associe les sciences sociales aux notions de citoyenneté et de démocratie, on n'est plus simplement dans l'ordre de la science. Cela suppose peut-être ici de développer une capacité de dialogue avec la philosophie politique et morale, conduite à travailler plus directement sur ces questions. Les rêves d'autosuffisance, voire d'impérialisme, sont alors à écarter.

Un deuxième écueil, en lien avec le premier, est représenté par *l'intellectualisme*. Les sciences sociales apportent des ressources et des repères, parmi d'autres, dans la formation du citoyen moderne, mais elles ne sont pas le nouveau guide de la cité. Les savoirs qu'elles produisent ne peuvent que vivifier le projet démocratique et la transformation sociale, mais les pratiques sociales constitutives de nos sociétés ne peuvent pas être vues principalement à travers le prisme des savoirs formalisés. Les sciences sociales mettent justement en évidence les limites des produits intellectuels dans la vie sociale.

Enfin, des choses sont à améliorer dans notre engagement pour la troisième culture. Premièrement, puisque l'enseignement de S.E.S. est pluridisciplinaire, il faut mieux savoir tenir ensemble les deux bouts de la chaîne : l'autonomie des différents registres de savoir (sociologie, ethnologie, économie, etc.) et leur dialogue, la rigueur et l'ouverture. Ensuite, il faut sans doute davantage établir de passerelles entre la recherche, l'université et le secondaire, afin que les savoirs ne s'ensommeillent pas trop, pour que la troisième culture telle qu'elle est enseignée au lycée ne soit pas tentée de se figer, ce qui est contraire aux principes qui animent les sciences sociales.

Enfin, toute dernière note finale, je voudrais apporter le soutien à votre combat de mon organisation syndicale, une des dernières nées de l'après-décembre 1995, SUD Éducation Rhône.